

8 octobre 2007



Le retour de Marx

L'essai philosophique mensuel du Devoir (6 octobre 2007, page C6) que l'on trouvera en annexe a à la fois montré qu'une nouvelle génération au Canada francophone sinon au Québec redécouvre Marx et démontré la pertinence contemporaine de sa vaste contribution à l'analyse critique du capitalisme. Cet petit bijou d'essai met à plat la mystification de la dite « économie du savoir » et de ses corollaires, l'idéologie de la fin du travail et la pseudo philosophie post-moderniste de la société sans classes où tous les « récits » individualistes se vaudraient. On notera en particulier la caractérisation en trois temps du concept d'aliénation, l'explication de la marchandisation du savoir et la pertinence contemporaine de l'accumulation primitive du capital.

On regrettera, cependant, que le lien n'ait pas été fait entre le concept d'aliénation du jeune Marx, qui reste quelque peu métaphysique et psychologique, et celui de « fétichisme » de la marchandise qui lui a succédé dans le Capital, œuvre de la maturité. Cette actualisation aurait permis d'aller beaucoup plus loin dans la critique contemporaine du capitalisme, par exemple en démontrant l'utilisation du « consumérisme de masse », sorte de perversion démocratique de la consommation luxueuse de la bourgeoisie du XIX^è siècle... et du XXI^è siècle, pour dévoyer le prolétariat organisé. L'argent étant « l'équivalent général » de la marchandise et non un facteur de production fondamental marxiste comme (la force) de travail et la terre (c'est-à-dire la nature) tel qu'erronément présenté par les jeunes auteurs, le capitalisme néolibéral a poussé ce fétichisme jusqu'à la généralisation du capitalisme populaire des fonds de pension, des RÉER et des fonds mutuels qui font des prolétaires à la retraite les complices forcés de l'exploitation de leurs enfants et petits-enfants. Le comble de cette dernière perversion reste les prétendus « fonds de solidarité », fonds de capital de risque grassement subventionnés, qui ont transformé les centrales syndicales, particulièrement la FTQ, en bastions du capitalisme néolibéral.

De même, l'explication de la marchandisation du savoir aurait pu être plus critique si les auteurs n'entretenaient pas une certaine confusion entre ce qui est réel et fictif et même entre ce qui est matériel et abstrait. La valeur (d'échange) n'est pas une « *entité immatérielle* », bien qu'elle ne soit pas une chose concrète comme la valeur d'usage qui en est la base mais un rapport social qui est tout ce qu'il y a de plus matériel c'est-à-dire de non spirituel ou de non formel. Le capitalisme contemporain cherche à chosifier le savoir car c'est la seule façon de le rentabiliser. En effet, le savoir, une fois produit, est indestructible contrairement à une chose. Il n'a besoin que d'un support matériel

qu'Internet réduit à la quasi gratuité une fois encourus les frais initiaux pour établir le réseau et ensuite l'étendre. Le capital doit soit créer une rareté artificielle en bloquant son accès soit contourner la difficulté par la pollution publicitaire ou promotionnelle. Par rapport au savoir, le capitalisme est donc littéralement inefficace alors qu'une prise en charge socialisée d'Internet maximiserait la diffusion du savoir quitte à ce que le réseau matériel sous-jacent soit pris en charge publiquement.

Sur la base de la raréfaction artificielle sous l'égide de la propriété intellectuelle garantie par l'OMC s'établit un capital fictif qui transforme le prolétariat du savoir en fictifs capitalistes intellectuels et même l'ensemble du prolétariat en détenteurs directs et indirects de capital fictif c'est-à-dire de titres financiers. Ce prétendu capital est bien fictif, c'est-à-dire non réel, en ce sens qu'il ne donne aucunement voix au chapitre en ce qui concerne la direction du procès de production et de commercialisation. Autrement, le capital ne serait plus un rapport social mais une chose sous forme de titres. Toutes ces illusions disparaissent brutalement quand se produisent soit un congédiement, une fermeture, ou un effondrement des « valeurs » mobilières ou immobilières. Bien entendu, la relative prospérité actuelle du capitalisme néolibéral malgré ou à cause de la croissance des inégalités, de la pauvreté et des déséquilibres écologiques permet d'entretenir la fiction de la rémunération de ce capital fictif à même la plus-value. Il faudra une crise majeure pour crever le ballon de cette fiction.

L'explication de la pérennité de l'accumulation primitive sous forme de pillage du savoir traditionnel reste limitée car l'essai des jeunes auteurs n'arrive pas à expliquer l'origine du rapport d'exploitation capitaliste, c'est-à-dire d'où vient le surtravail. Contrairement à un des fondateurs de l'anarchisme, Phoudhon, pour Marx la propriété (des moyens de production et d'échange) n'est pas le vol mais elle permet à ces propriétaires d'acheter la force de travail à sa valeur. Cependant, cet échange « égal » donne naissance à la plus-value car la force de travail, combinée à la nature que le capital s'approprie d'où l'origine de la pollution généralisée, est la seule marchandise qui a la propriété de créer davantage de valeur qu'elle n'en nécessite pour se reproduire. L'accumulation primitive contemporaine, c'est-à-dire l'accumulation de capital qui ne provient pas de la plus-value prenant la forme concrète du profit, ce qui n'est pas clair dans cet essai, est d'abord la vaste et profonde privatisation des secteurs publics moins, mais aussi, dans les pays de capitalisme ancien que dans les nouveaux pays capitalistes (ou re-capitalisés) que sont la Chine et la Russie et même dans un certain sens l'Inde qui n'est plus une économie relativement fermée.

Chapeau donc à nos jeunes auteurs qui, dans le sillage de la faillite idéologique du néolibéralisme et de plus en plus du capitalisme néolibéral réellement existant devant s'imposer dorénavant par la guerre chaude et par la répression raciste, rétablissent la pertinence et la puissance du marxisme. À nous d'approfondir et d'allonger ce sillon qui brise un quart de siècle de mauvaises herbes néolibérales.

Marc Bonhomme, 8 octobre 2007

Annexe

Le devoir de philo - L'économie du savoir décryptée par Marx

Maxime Ouellet, Doctorant en études politiques à l'Université d'Ottawa
Amélie Descheneau-Guay, Doctorante en sociologie à l'UQAM

Édition [du samedi 06 et du dimanche 07 octobre 2007](#)

L'aliénation et l'exploitation existent toujours au sein de la «nouvelle économie»

Économie... du savoir, de l'information, des connaissances: tels sont les nouveaux slogans prisés par nos politiciens et des dirigeants universitaires pour qualifier le contexte dans lequel baigneraient les sociétés contemporaines.

Dans la bouche d'un ministre de l'Éducation comme Jean-Marc Fournier, le savoir devenait «un puissant levier de développement économique, social et culturel». Pour cette raison, évidemment, «le gouvernement du Québec a placé l'éducation au sommet de ses priorités». Les phrases du type: «Nous passons d'une société industrielle à une société du savoir»; «Nous sommes au début de la révolution du savoir et nous devons faire cette transition» (Robert Poupart, principal de l'université Bishop), sont si courantes qu'on ne les entend presque plus.

En répétant ce leitmotiv, les promoteurs se convainquent que le savoir est aujourd'hui un facteur de production plus important que le travail physique. Que penserait Karl Marx (1818-1883) de la thèse d'une telle prémisse, maintenant convenue? En se fondant sur un facteur immatériel (le savoir) plutôt que sur le travail physique, la nouvelle économie transforme-t-elle vraiment le mode de production capitaliste jusqu'à invalider les théories de Marx?

Qu'est-ce que le capitalisme?

Selon Marx, le capitalisme est une formation historique particulière dans laquelle s'imbrique un «rapport social de production» précis, c'est-à-dire que sont induits des rapports particuliers entre les êtres humains. Contrairement aux économistes classiques (Smith et Ricardo), Marx rejette l'idée selon laquelle l'économie est un phénomène naturel obéissant à certaines lois immuables.

Selon lui, il existe différents modes de production qui correspondent à des «structures» historiques particulières, découlant d'un rapport de classe spécifique. La caractéristique principale du mode de production capitaliste? Le rapport d'exploitation, bien sûr. Une classe détentrice des moyens de production s'approprié chez une autre classe le «surtravail», qualifié de plus-value. Au cours d'un cycle de valorisation (production, circulation, distribution), la plus-value est transformée en capital, qui pourra ensuite être réinvesti afin de maximiser les profits. Le processus d'accumulation est illimité.

L'idée de valorisation du capital est centrale dans la conceptualisation du capitalisme chez Marx. Dans sa perspective, la valeur est une entité immatérielle mais néanmoins objective. Une «abstraction réelle», immatérielle en ce qu'elle résulte d'une «relation sociale» et qu'elle n'est pas une «chose». Ainsi, bien que Marx ait déjà fait référence au savoir comme force productive lorsqu'il soutient que «le savoir social en général, le "knowledge", devient la force de production immédiate» (Grundriss), le travail n'est pas rendu abstrait par le degré croissant d'immatérialité de la production, ni par son caractère «technique», mais bien par son caractère social.

Fin de l'aliénation, vraiment?

Or, selon la thèse de l'«économie du savoir», le développement technologique (Internet, biotechnologies) a engendré une transformation radicale dans le mode de production. La relation d'exploitation entre les propriétaires des moyens de production et les travailleurs n'existerait plus!

Le travail industriel et le travail physique seraient remplacés par le travail dit «cognitif», effectué par des «manipulateurs de symboles». Ces derniers détiendraient désormais les moyens de production, grâce à leur savoir. Ils ne seraient plus dépossédés des fruits de leur travail. Marx serait caduc puisque les travailleurs peuvent emporter avec eux leur savoir là où ils le souhaitent. Leur travail ne serait donc plus «aliéné».

Mais selon nous, le concept d'aliénation développé par le jeune Marx permet de déceler au sein même des

économies du savoir une relation sociale de production typiquement capitaliste. Rappelons que Marx présente trois dimensions du travail aliéné.

- Premièrement, le produit d'un travailleur devient une chose qui s'objectifie. Elle devient une réalité extérieure qui s'impose à lui, bien qu'il l'ait lui-même produite.

- Deuxièmement, le concept d'aliénation renvoie à la perte d'autonomie du travailleur dans l'activité productive elle-même. Les conditions de travail (ce qu'il doit produire et comment il doit le produire) lui sont imposées par un agent extérieur. Le travail n'est plus ici une activité permettant à l'ouvrier de se réaliser en tant qu'individu autonome mais se transforme en une activité étrangère à lui, un «travail forcé» (Manuscrit de 1844).

- Troisièmement, le travail aliéné maintient l'homme étranger à ce qui lui est possible, à ce qu'il «peut devenir». Les conditions du mode de production capitaliste sont marquées par une division sociale du travail et par la production de marchandises. Dans ce contexte, le travailleur se voit dans l'incapacité de mettre en oeuvre ses propres capacités et qualités, bref d'agir comme un individu véritablement libre et autonome.

Selon plusieurs de ses laudateurs dans l'«économie du savoir», ce type de relation sociale (l'aliénation du travail) serait carrément disparu! Mais interrogeons-nous: dans ce nouveau contexte, le travailleur du savoir s'avère-t-il vraiment propriétaire des moyens de production? Aucunement, selon nous, principalement en raison de l'extension des droits de propriété au travail intellectuel.

La marchandisation du savoir

Analysons cette extension des droits de propriété avec deux concepts marxistes: la marchandisation (transformation de la valeur d'usage en valeur d'échange) et l'accumulation primitive du capital.

Lorsqu'il analyse la marchandise, Marx distingue deux types de valeurs: la valeur d'usage et la valeur d'échange. La première est liée à l'utilité d'une chose. C'est la valeur qui lui est accordée par un individu au moment de sa consommation. La valeur d'échange accorde quant à elle un aspect quantitatif à une chose, ce qui permet de l'échanger dans le marché (Le Capital, livre premier, chapitre 1).

Dans les sociétés contemporaines, les capitalistes cherchent à transformer le savoir en marchandise, laquelle possède alors une valeur d'échange. Afin que le savoir possède une valeur échangeable sur le marché, il est nécessaire de créer un processus de «raréfaction». En clair, il s'agit de transformer le savoir en une marchandise fictive, transformation permise notamment par les droits de propriété intellectuelle. Au fondement historique du capitalisme, c'est la terre, le travail et l'argent qui représentaient ce type de marchandises fictives.

Il ne s'agit pas de biens tangibles au même titre que d'autres marchandises sur le marché. Sous le régime des droits de propriété intellectuelle, il en va de même du savoir. Par exemple, pensons aux négociations dans le cadre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle (APDPI) qui touche au commerce, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Bien que les méthodes d'extraction de la valeur aient changé, la logique intrinsèque du capitalisme, soit la valorisation expansive du capital, reste fondamentalement la même dans l'«économie du savoir». Tout comme les rapports de propriété matérielle au temps de Marx, les rapports de propriété intellectuelles rendent les produits aliénables et, par conséquent, échangeables sur les marchés. En clair, les droits de propriété intellectuelle marchandisent le savoir produit par les travailleurs, et ce, au profit du capital.

Une nouvelle forme d'«accumulation primitive»?

De plus, les formes de violence sur lesquelles se constitue cette privatisation doivent être examinées. Marx reprochait aux économistes libéraux de négliger la violence avec laquelle se réalisait le processus d'appropriation privée, qu'il nomme «accumulation primitive». Pour Marx, l'accumulation primitive est l'acte fondateur qui a produit historiquement le système capitaliste. Il repose sur une forme de violence parce qu'il vient «arracher» aux producteurs la propriété des moyens de production (Le Capital, livre premier, chapitre XXVI).

La théorie de l'«économie du savoir» occulte aussi cet acte de violence constitutif, toujours présent dans les sociétés contemporaines. Les sociétés contemporaines ne sont donc pas si différentes des sociétés industrielles qu'il n'y paraît. Le processus de marchandisation et d'exploitation propre au capitalisme se poursuit.

La nouveauté résiderait plutôt dans l'émergence de nouvelles formes de cette accumulation primitive. Cette manière violente d'arracher les moyens de production s'observe fréquemment dans nos sociétés, notamment quand

des multinationales occidentales pillent le savoir traditionnel de communautés afin de le marchandiser et d'en récolter des profits.

Le discours d'une économie fondée sur le savoir ferait sursauter Karl Marx pour une autre raison: l'économie y est conçue en tant qu'éléments parcellisés nationalement et non comme un tout à l'échelle mondiale. Or, de même que se perpétuent des rapports d'exploitation entre les pays riches et les pays pauvres, une division du travail persiste au sein même des premiers.

Si la proportion des travailleurs «cognitifs» croît rapidement dans les pays développés, il reste que la masse des emplois créés se retrouve dans des domaines exigeant peu de qualifications. Les ouvriers des chaînes de production de semi-conducteurs, de téléviseurs et de photocopieurs Xerox sont-ils tous des travailleurs du savoir? Il faut s'interroger sur la nature de ces emplois propres à la «nouvelle économie». Le secteur des services, qui comprend des emplois précaires, notamment pour les femmes, en fait-il partie? Et la caissière du IGA?

Au sein des pays pauvres, plusieurs travailleurs s'affairent à construire les «infrastructures» de production matérielles nécessaires à la circulation du savoir dans les pays riches, au premier chef l'équipement informatique. On assiste ainsi à ce que Marx nommerait un processus de prolétarianisation croissant lorsqu'on observe l'actuel passage au salariat dans plusieurs pays du cheap labor.

Partout, donc, le capitalisme continue de reposer sur un rapport de production et d'exploitation fondé sur le travail. De fait, pour échanger de l'information et faire communiquer le savoir, des ordinateurs, des câbles, des satellites, de l'énergie, des infrastructures matérielles sont encore indispensables. Celles-ci s'avèrent moins visibles compte tenu des multiples processus de délocalisation des dernières décennies.

(Re)lire Marx

En actualisant la pensée de Marx, on peut mettre en évidence le phénomène de dépolitisation des rapports sociaux que sous-tend le discours sur l'économie du savoir. La fin du travail, la fin de l'exploitation, la fin des relations de domination, la fin de la division du travail: tous ces constats qui en constituent l'édifice théorique participent au déploiement d'une vision d'une société sans classes, où les contradictions sont présentées comme étant résolues.

Rappelons aux fétichistes de la nouveauté techno-économique -- à gauche comme à droite --, ceux-là mêmes qui entrevoient l'avènement d'un monde sans classes, les mots mêmes de Marx à propos de la tendance historique du capitalisme: «Tout élément de hiérarchie sociale et de stabilité d'une caste s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés d'envisager leur situation sociale» (Manifeste du Parti communiste, section I).